

Unité départementale du Loiret
Adresse postale: DREAL Centre - UD 45 - 5 avenue Buffon
Bureaux: 3 rue du Carbone - Orléans la Source
CS 96407
45064 Orléans Cedex 2

Orléans, le 07/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SGA MEYER

Les Gallards
Route de Coullons
45500 Poilly-Lez-Gien

Références : 133/2026
Code AIOT : 0010001573

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/02/2026 dans l'établissement SGA MEYER implanté Les Gallards Route de Coullons 45500 Poilly-lez-Gien. L'inspection a été annoncée le 30/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SGA MEYER
- Les Gallards Route de Coullons 45500 Poilly-lez-Gien
- Code AIOT : 0010001573
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SGA Meyer a été fondée en 1949, et est implantée sur le site actuel de Poilly-lez-Gien depuis 1978. L'activité historique s'axait principalement sur l'assainissement. L'exploitant dispose également de deux agences basées à Amilly et Ormes (impasse de Montbary), où sont hébergés véhicules et salariés. Il y a, par ailleurs, deux dépôts : un à la Charité-sur-Loire (58) et un à St-Satur (18), l'ancienne filiale SONOBA, rachetée par la SGA Meyer, s'occupe de l'assainissement. L'entreprise emploie actuellement 79 personnes.

Les prestations proposées par la société SGA MEYER sont les suivantes :

- assainissement (curage canalisations, vidange fosses, tranchées, pompage de pulvérulents plâtre, sciures, maïs...) ;
- collecte, transport et stockage de déchets industriels (conditionnés, bennes...) ;
- maintenance industrielle et nucléaire (démontage et nettoyage de ligne de production, lubrification...) ;
- traitement des déchets pathogènes in situ (hygiénisation des déchets pathogènes dont la prestation est réalisée sur les CNPE d'EDF - traitement des boues de TAR par le THM57 visant à réduire la teneur en éléments pathogènes sous les seuils de détection) ;
- inspections télévisées de canalisation (test fumée, traceur...).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
9	Système de management environnemental_PDC 16_VI_23/02/23	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I de l'annexe 2	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
13	Plan de gestion de pollution	Arrêté Préfectoral du 18/03/2024, article 9	/	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Etat des stocks_PDC 11_VI_23/02/23	Arrêté Préfectoral du 12/05/2015, article 7.2.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
2	Rejet aqueux dans le milieu	Arrêté Préfectoral du 12/05/2015,	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	naturel_ PDC 6_VI_23/02/23	article 4.3.9		
3	Collecte des effluents_ PDC 5_VI_23/02/23	AP Complémentaire du 12/05/2015, article 4.3.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
4	Autosurveillance des eaux souterraines_ PDC 8_VI_23/02/23	Arrêté Préfectoral du 12/05/2015, article 9.2.5	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
5	Aires étanches_ PDC 9_VI_23/02/23	AP Complémentaire du 12/05/2015, article 5.1.3	Susceptible de suites	Sans objet
6	Installations électriques - mise à la terre_ PDC 12_VI_23/02/23	Arrêté Préfectoral du 12/05/2015, article 7.3.3	Susceptible de suites	Sans objet
7	Entretien des moyens d'intervention_ PDC 13_VI_23/02/23	Arrêté Préfectoral du 12/05/2015, article 7.7.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
8	Bassin de confinement et bassin d'orage_ PDC 15_VI_23/02/23	Arrêté Préfectoral du 12/05/2015, article 7.7.6.1	Susceptible de suites	Sans objet
10	Tracabilité des déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1	/	Sans objet
11	Tracabilité des déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	/	Sans objet
12	Protection des ressources en eaux et milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 12/05/2015, article 4.1.1	/	Sans objet
14	Niveaux acoustiques	Arrêté Préfectoral du 12/05/2015, article 6.2.2	/	Sans objet
15	Niveaux acoustiques	Arrêté Préfectoral du 12/05/2015, article 6.2.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des stocks_ PDC 11_ VI_23/02/23

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/05/2015, article 7.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 23/02/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 06/08/2023
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, (...). L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses susceptibles d'être présentes dans l'établissement (nature, état physique et quantité, emplacements) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour. Cet inventaire est tenu à la disposition permanente de l'inspection des installations classées et des services de secours.</p>
Constats : <p><u>Constat du 23/02/23:</u> L'exploitant ne dispose pas d'un état des stocks avec la localisation des différents produits.</p> <p><u>Réponse exploitant du 30/05/23:</u> Un zonage du centre d'entreposage a été réalisée par la société ASSELINE. Les plans de stockage ont été modifiées pour intégrer ce zonage et connaître précisément où se trouvent les différents produits. Un état des stocks est maintenu à jour une fois par semaine.</p> <p><u>Constat du 09/02/26:</u> L'exploitant réitère ses propos. L'état des stocks est réalisé par la responsable QSE lors d'une ronde hebdomadaire. Le fichier excel, visualisé par l'inspection, est mis à jour manuellement. Dans ce document, les items suivants sont renseignés: le client, le nom du produit, le nombre de GRV, l'emplacement, la destination et la date de livraison prévue. Par conséquent, l'inspection constate que l'exploitant dispose désormais d'un état des stocks permettant de connaître (nature, état physique et quantité, emplacements) des déchets entreposés.</p>

<p>Plus d'écart constaté sur ce point.</p> <p>L'inspection signale que cette méthode est contraignante et est source d'erreur. L'exploitant, en accord avec ce constat, a pour objectif de mettre en place pour juin 2026, un logiciel permettant de connaître en temps réelle la quantité de déchets stockée.</p> <p>L'inspection souhaite être informé du déploiement effectif du logiciel permettant de connaître en temps réel l'état du stock et être destinataire d'une extraction de ce nouveau registre.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Rejet aqueux dans le milieu naturel_ PDC 6_VI_23/02/23

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/05/2015, article 4.3.9</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rejet aqueux dans le milieu naturel</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 23/02/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 06/08/2023
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduares dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration, les valeurs limites en concentration ci-après définies.</p> <p>Paramètres :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Concentration maximale DCO : 125 mg/l - DBO5 : 30 mg/l - Matières en Suspension (MES) : 35 mg/l - Azote Global : 15 mg/l - Phosphore total : 2 mg/l - Hydrocarbures totaux : 5 mg/l - Mercure et ses composés, exprimés en mercure (Hg) : 0,03 mg/l
<p>Constats :</p> <p>Pour rappel, lors de la visite du 23/02/23, l'inspection avait relevé des dépassements de valeurs limites de concentration pour les paramètres suivants: hydrocarbures, azote global et MES dans les eaux qui faisait l'objet d'infiltration.</p> <p>Par arrêté préfectoral complémentaire du 18 mars 2024, les dispositions de l'article susvisé ont été abrogées. Désormais les eaux de ruissellement susceptibles d'être polluées doivent être collectées dans le bassin tampon de 350 m3 et éliminées par des filières de traitement de déchets appropriées.</p> <p>Cette prescription est dorénavant inadaptée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Collecte des effluents_ PDC 5 _VI_23/02/23

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/05/2015, article 4.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Collecte des effluents
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 23/02/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 06/08/2023
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Eaux de voirie et de toiture du hangar du centre d'entreposage et de la station de lavage associée</p> <p>Les eaux de voirie et de toiture du hangar du centre d'entreposage provisoire ainsi que de la station de lavage associée sont traitées par des débourbeurs-déshuileurs avant rejet dans le bassin de confinement étanche d'une capacité de 350 m³ puis, après analyses visant à assurer leur conformité, orientées vers un fossé d'infiltration du site.</p> <p>Toutes les vannes pour la rétention sont identifiées et leur emplacement fait l'objet d'une signalisation adaptée et visible.</p> <p>Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour rappel, lors de la visite du 23/02/23, l'inspection avait relevé le fait que l'exploitant ne réalisait pas systématiquement les analyse de la qualité des eaux du bassin de 350 m3 avant de déverser ces eaux dans le bassin d'infiltration.</p> <p>Par arrêté préfectoral complémentaire du 18 mars 2024, les dispositions de l'article susvisé ont été également abrogées. Désormais les eaux de ruissellement susceptibles d'être polluées doivent être collectées dans le bassin tampon de 350 m3 et éliminées par des filières de traitement de déchets appropriées.</p> <p>Cette prescription est dorénavant inadaptée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Autosurveillance des eaux souterraines_ PDC 8_ VI_23/02/23

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/05/2015, article 9.2.5
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance des eaux souterraines

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 23/02/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 06/08/2023

Prescription contrôlée :

Deux fois par an, en hautes eaux et basses eaux, les niveaux piézométriques de l'ensemble des ouvrages de prélèvement sont relevés et des prélèvements sont effectués dans la nappe. Toutes précautions sont prises pour assurer la représentativité des prélèvements et éviter les contaminations croisées. Dans chacun des piézomètres, l'eau prélevée fait l'objet d'analyses qualitatives et quantitatives. Les analyses doivent présenter a minima pour chaque piézomètre mesuré les paramètres physico-chimiques suivants : pH ; température ; conductivité ; hydrocarbures totaux pour les fractions carbonées C5 à C40 ; hydrocarbures aromatiques polycycliques ; les composés organiques halogénés volatils ; les BTEX ; métaux : As, Cd, Cr dont CrVI, Cu, Ni, Pb, Zn et Hg. Les analyses et l'interprétation des résultats des campagnes de mesures sont menées conformément à la méthodologie en vigueur et doivent obligatoirement statuer sur le sens d'écoulement de la nappe au moment de l'analyse. La conclusion de chaque campagne d'analyse s'appuie sur l'interprétation et la comparaison des valeurs mesurées sur l'ensemble des paramètres suivis lors des campagnes d'analyses précédentes. L'analyse statue sur l'évolution de la pollution et les actions à envisager si nécessaire. En cas de besoin, l'exploitant propose la mise en place des mesures de gestion appropriées.

Constats :Constat du 23/02/23:

L'exploitant n'a pas mis en œuvre les mesures définies par le bureau d'étude DEKRA afin d'identifier les impacts de la pollution des eaux souterraines hors site.

Réponse exploitant le 30/05/2023 :

La société DEKRA a été relancée le 05/04/2023. SGA MEYER a signé un devis pour poursuivre la mission de suivi semestrielle de la qualité des eaux (prélèvements du 1er semestre effectués le 23/05/23 par DEKRA). Le devis pour le bilan quadriennal a également été signé le 5 mai 2023. L'exploitant est encore en attente du devis pour la réalisation de la mission IEM.

Constat du 09/02/2026:

L'exploitant a transmis les rapports d'intervention du suivi des eaux souterraine pour l'année 2024 et 2025.

Le bilan quadriennal a également été transmis à l'inspection. Cette prestation a été réalisé par DEKRA en septembre 2023 (référence rapport 53985210).

L'IEM a été effectuée par BUREAU VERITAS en mai 2024 (référence 0797220-21904698-1) est transmis à l'inspection.

Pas d'écart constaté
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Aires étanches_ PDC 9_VI_23/02/23

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/05/2015, article 5.1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Aires étanches
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 23/02/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. En particulier, les aires de transit de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constat du 23/02/23:</u> Les aires de transit de déchets dangereux ne sont pas étanches.</p> <p><u>Réponse exploitant du 30/05/23:</u> L'exploitant a informé l'inspection de l'intervention la société DECHERF sur le centre de transit début mars pour refaire l'étanchéité de la plateforme.</p> <p><u>Constat du 09/02/26:</u> Lors de la visite de site, l'inspection a constaté que la plateforme est étanche. Pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Installations électriques - mise à la terre_ PDC 12 _VI_23/02/23

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/05/2015, article 7.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques - mise à la terre
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 23/02/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constat du 23/02/23:</u> L'exploitant ne peut justifier des mesures prises suite à la vérification des installations électriques.</p> <p><u>Réponse exploitant du 30/05/23:</u> L'exploitant a signé un devis le 25 mai 2023 avec la société EURL JMO pour remettre en état les installations.</p> <p><u>Constat du 09/02/26:</u> L'exploitant a fourni à l'inspection la facture de juin 2023 de EURL JMO (référence 205084) qui mentionne une intervention électrique sur site. Il est à noter aussi que la société DEKRA est intervenue le 01/09/2023 et a fourni le compte rendu Q19 (référence 117088822301 R001). Aucune observation est annotée sur ce document. De plus, les comptes rendus Q18 suivants ne révèlent également aucune observation: - 02/10/23 , référence dossier 024723382301 R002 - 14/10/24, référence dossier 024723382401 R002 - 09/10/25 référence dossier 024723382501R001</p> <p>Compte tenu de ce qui précède, les installations électriques sont vérifiées régulièrement, une fois par an. Pas d'écart constaté</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Entretien des moyens d'intervention_PDC 13_ VI_23/02/23

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/05/2015, article 7.7.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 23/02/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 06/08/2023
<p>Prescription contrôlée :</p>

Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. Les moyens d'intervention font l'objet d'une vérification de contrôle a minima annuellement. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Constats :

Constat du 23/02/23:

L'exploitant ne peut justifier que les détecteurs incendie du centre d'entreposage et l'alarme sont en bon état de fonctionnement.

Réponse exploitant du 30/05/23 et du 21/07/23:

L'exploitant a signalé en date du 30 mai et du 21 juillet 2023 que les 15 extincteurs non vérifiés dans le rapport correspondent à des extincteurs appartenant à des véhicules qui étaient en réparation lors de la venue de l'entreprise de vérification.

Les caméras ont été installées sur le centre d'entreposage.

Un contrôle des détecteurs a été mis en place 1 fois par trimestre par la SGA J.MEYER

Constat du 09/02/26:

Les extincteurs ont été vérifiés par l'entreprise ARLI en date du 19/01/2026. Dans ce rapport il est indiqué que 12 appareils n'ont pas pu être vérifiés. L'exploitant signale que ces extincteurs étaient dans des véhicules non présents sur site. Une seconde intervention effectuée le 13/03/2026 atteste de la vérification de ces 12 extincteurs portatifs de camion.

Concernant le contrôle des détecteurs, l'inspection a consulté la dernière fiche de contrôle d'alarme et de détecteur du centre d'entreposage du 02/12/25. Aucune réserve n'a été émise. Compte tenu de ce qui précède, les extincteurs ainsi que les détecteurs incendie du centre d'entreposage et l'alarme sont vérifiés régulièrement et maintenu en bon état de fonctionnement.

Pas d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Bassin de confinement et bassin d'orage_ PDC 15_VI_23/02/23

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/05/2015, article 7.7.6.1

Thème(s) : Risques accidentels, Bassin de confinement et bassin d'orage

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 23/02/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 350 m³. Ce bassin est maintenu en temps normal au niveau permettant de recevoir en permanence la totalité des eaux d'extinction d'un incendie.

Constats :

Constat du 23/02/23:

L'exploitant ne peut justifier du maintien en temps normal du bassin de confinement au niveau permettant de recevoir en permanence la totalité des eaux d'extinction d'un incendie.

Réponse exploitant du 30/05/23:

L'exploitant a indiqué qu'une échelle matérialisant le volume d'eaux pluviales à ne pas dépasser a été remise en place au niveau du bassin de confinement. Un repère blanc a été mis en place pour que visuellement lors du tour de ronde du centre d'entreposage il soit facile de voir si le bassin peut ou non accueillir la totalité des eaux d'extinction d'incendie.

Constat du 09/02/26:

Lors de la visite de site, l'inspection a constaté 2 marques visibles sur la barre de niveau à savoir un marquage jaune et un marquage rouge. La signification de ces marques sont repris dans la procédure "gestion du bassin de confinement" nommée PRO.ENV.03 révisée en février 2026.

Il est stipulé les informations suivantes:

- si le niveau est en dessous du marquage jaune: conforme. Aucune action requise
- si le niveau d'eau dépasse le marquage jaune mais en dessous du marquage rouge : déclenchement par l'exploitant d'un pompage dans la semaine
- si le niveau est au delà du marquage rouge : déclenchement en urgence (dans la journée) d'un pompage de l'eau pour revenir en conformité.

Compte tenu de ce qui précède, l'exploitant peut justifier du maintien en temps normal du bassin de confinement au niveau permettant de recevoir en permanence la totalité des eaux d'extinction d'un incendie.

Pas d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Système de management environnemental_PDC 16_VI_23/02/23

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I de l'annexe 2

Thème(s) : Risques chroniques, Système de management environnemental

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 23/02/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place et applique un système de management environnemental (SME) approprié comprenant tous les éléments suivants:

1. Engagement de la direction, y compris à son plus haut niveau;
2. Définition par la direction d'une politique environnementale intégrant le principe d'amélioration continue des performances environnementales de l'installation;
3. Planification et mise en place des procédures nécessaires, fixation d'objectifs et de cibles, en relation avec la planification financière et l'investissement;
4. Mise en oeuvre de procédures, concernant les aspects suivants:
 - a) Organisation et responsabilité;
 - b) Recrutement, formation, sensibilisation et compétence;
 - c) Communication;
 - d) Participation du personnel;
 - e) Documentation;
 - f) Contrôle efficace des procédés;
 - g) Programmes de maintenance;
 - h) Préparation et réaction aux situations d'urgence;
 - i) Respect de la législation sur l'environnement;
5. Contrôle des performances et prise de mesures correctives, les aspects suivants étant plus particulièrement pris en considération:
 - a) Surveillance et mesurage, en particulier de la consommation annuelle d'eau, d'énergie, de matières premières, ainsi que de la production de résidus et d'effluents aqueux, par mesure directe, calcul ou relevés, au niveau le plus approprié (procédé, unité, ou installation);
 - b) Mesures correctives et préventives;
 - c) Tenue de registres;
 - d) Audit interne ou externe indépendant pour déterminer si le SME respecte les modalités prévues et a été correctement mis en oeuvre et tenu à jour;
6. Revue du SME et de sa pertinence, de son adéquation et de son efficacité par la direction;
7. Suivi et prise en considération de la mise au point de techniques plus propres;
8. Prise en compte de l'impact sur l'environnement de la mise à l'arrêt définitif d'une unité, dès le stade de sa conception et pendant toute la durée de son exploitation;
9. Réalisation régulière d'une analyse comparative des performances, par secteur;
10. Gestion des flux de déchets (voir le II de l'annexe 2);
11. Inventaire des flux d'effluents aqueux et gazeux (voir le III de l'annexe 2);
12. Plan de gestion des résidus;
13. Plan de gestion des accidents (voir le VIII de l'annexe 3.1);
14. Plan de gestion des odeurs (voir le III de l'annexe 3.1);
15. Plan de gestion du bruit et des vibrations (voir le IV de l'annexe 3.1).

Le niveau de détail et le degré de formalisation du système de management de l'environnement est proportionné à la nature, la taille et la complexité de l'installation ainsi qu'à l'ampleur des impacts environnementaux potentiels. Les installations dont le système de management environnemental a été certifié pour le périmètre de l'installation conforme à la norme internationale NF EN ISO 14001 ou au règlement (CE) no 1221/2009 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009 concernant la participation volontaire des organisations à un système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS) par un organisme accrédité sont réputées conformes à ces exigences.

Constats :Constat du 23/02/23:

L'exploitant ne peut justifier de la mise en place et de l'application d'un système de management environnemental (SME) conformément au I de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 17/12/2019.

Réponse exploitant du 30/05/23:

La société SGA J. MEYER est certifiée QUALITASS dont le chapitre 3 du référentiel est basé sur les exigences en matière de Système de Management de la Qualité, de la Sécurité et de l'Environnement.

Constat du 09/02/26:

Lors de l'inspection, l'exploitant réitère les propos précédemment formulé.

Pour rappel, la Fédération Nationale des Syndicats de l'Assainissement et de la Maintenance Industrielle FNSA (devenue MAIAGE) a créé, dès 1996, en collaboration avec le Bureau Veritas Certification une qualification professionnelle spécifique aux métiers de l'assainissement et de la maintenance industrielle « QUALITASS ».

Celle-ci permet aux entreprises d'assainissement de proposer des garanties en matière de qualité des prestations, de sécurité des opérateurs et de maîtrise des impacts sur l'environnement.

Cette certification n'étant pas reconnue par l'arrêté ministériel, et dans la mesure où le référentiel QUALITASS n'a pas été présenté, l'inspection ne peut se prononcer sur le respect de cette prescription.

Dans l'attente de la transmission du référentiel QUALITASS et une analyse de la conformité du référentiel aux dispositions de l'article sus-visé, l'écart est maintenu.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant n'a toujours pas justifié que cette certification est conforme à la norme internationale NF EN ISO 14001 ou au règlement (CE) no 1221/2009 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009 concernant la participation volontaire des organisations à un système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS) par un organisme accrédité ou bien qu'elle respecte les différents points du I de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 17/12/2019.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Tracabilité des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, Registre des déchets entrants

Prescription contrôlée :

Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de

<p>déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants. Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes : a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ; <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3 ; <p>c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; - l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; - la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; <p>d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.
<p>Constats :</p> <p><u>Constat du 09/02/2026:</u></p> <p>L'exploitant a présenté le jour de la visite le registre des déchets dangereux entrants sur l'année 2025 extrait du logiciel TRACKDECHETS. Tous les items sont correctement identifiés et complétés.</p> <p>L'inspection constate que l'exploitant maîtrise parfaitement ce logiciel.</p> <p>Pas d'écart constaté</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Tracabilité des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Registre des déchets sortants
Prescription contrôlée :

Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes : a) Concernant la date de sortie de l'installation :

- la date de l'expédition du déchet ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ;

c) Concernant l'origine du déchet :

- l'adresse de l'établissement ; - l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;

d) Concernant la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;

e) Concernant la destination du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ; - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée

Constats :

Constat du 09/02/2026:

L'exploitant a présenté le jour de la visite le registre des déchets dangereux sortants sur l'année 2025 extrait du logiciel TRACKDECHETS. Tous les items sont correctement identifiés et complétés.

L'inspection constate que l'exploitant maîtrise parfaitement ce logiciel.

Pas d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Protection des ressources en eaux et milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/05/2015, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Origine des approvisionnements en eau
Prescription contrôlée : Les prélèvements d'eau qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours sont limités aux quantités suivantes - Origine de la ressource : Réseau public - Consommation maximale annuelle : 1 705 m ³
Constats : La consommation d'eau prélevée au réseau public est la suivante: - pour l'année 2023: 659 m ³ , - pour l'année 2024: 756 m ³ , - pour l'année 2025: 700 m ³ La consommation est nettement en-deça de la valeur maximale annuelle autorisée. Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Plan de gestion de pollution

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/03/2024, article 9
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion de pollution
Prescription contrôlée : Sur la base de ces éléments, l'exploitant construira un schéma conceptuel et élaborera un plan de gestion qui doit permettre : <ul style="list-style-type: none">• dans le cadre d'une approche bilan «coût avantage»: l'élimination totale ou partielle des pollutions, complétées si besoin par des mesures conduisant à supprimer de façon pérenne les possibilités de transfert entre les sources de pollution et les usages considérés. Si des pollutions résiduelles subsistent, les risques sanitaires devront être obligatoirement acceptables ;• de définir un échéancier de mise en œuvre de mesures de gestion ;• de contrôler et suivre l'efficacité des mesures de gestion par la mise en œuvre d'une surveillance environnementale le cas échéant ;• de conserver en mémoire la compatibilité de l'usage du site avec les modalités de gestion décidées et mises en œuvre par le biais de dispositif de restrictions d'usage. Le plan de gestion est transmis pour avis à l'inspection des installations classées, dans un délai de neuf mois à compter de la notification du présent arrêté.
Constats :

Après la réalisation de l'IEM effectuée par BUREAU VERITAS en mai 2024 (référence dossier : 0797220-21904698-1), l'exploitant n'a pas engagé le plan de gestion conformément à la prescription susvisée.

Écart constaté : L'exploitant doit réaliser un plan de gestion afin de définir les mesures à mettre en œuvre face à cette pollution des eaux souterraines.

Par courriel du 27 mars 2026, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le mail du 23 mars de la société DEKRA proposant une note incluant :

- une synthèse des études antérieures réalisées (diagnostics de pollution des sols, IEM, suivi eaux souterraines),
- la présentation du contexte hydrogéologique,
- les interprétations et les recommandations qui en découlent.

Dans ces conditions, l'inspection ne propose pas de mise en demeure dans l'attente de cette note.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre la note de synthèse proposée et le cas échéant, soit un plan de gestion soit une demande de modification de l'arrêté préfectoral.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 14 : Niveaux acoustiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/05/2015, article 6.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émergence

Prescription contrôlée :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement : supérieur à 45 dB(A)

- Emergence admissible pour la période allant de 7h à 22 h sauf dimanches et jours fériés : 5 dB(A)

- Emergence admissible pour la période allant de 22h à 7 h sauf dimanches et jours fériés : 3 dB(A)

Constats :

L'exploitant a transmis par mail en date du 25 avril 2025, le rapport de mesure de bruit réalisé par DEKRA. L'intervention s'est déroulée du 10 mars au 11 mars 2025.

Le point en zone à émergence réglementé est conforme à la prescription susvisée. En effet, l'émergence constatée de jour est de 2,5 dB avec une valeur limite fixée à 6 dB et une émergence de nuit évaluée à 1,5 dB en dessous de la valeur réglementaire notifiée à 3 dB.

Pas d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Niveaux acoustiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/05/2015, article 6.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Niveaux limites de bruit
Prescription contrôlée : Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement, les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée : Niveau sonore admissible en limite de propriété : - période de jour allant de 7h 30 à 22h du lundi au vendredi :70 dB(A) - période de nuit allant de 22h à 7h30 du lundi au vendredi : 60 dB(A)
Constats : L'exploitant a transmis par mail en date du 25 avril 2025, le rapport de mesure de bruit réalisé par DEKRA. L'intervention s'est déroulée du 10 mars au 11 mars 2025. Les 4 points en limite de propriété respectent les valeurs limites admissibles réglementaires en période de jour comme en période de nuit. Pas d'écart constaté
Type de suites proposées : Sans suite